

Annulation du Sit-in de la JFpi et à l`instrumentalisation politique de l` Onuci par le régime Ouattara : Le Fpi condamne avec fermeté

(**Notre Voie** du 09/10/2012)

1-Au lendemain des attaques subies par les Frci, début août 2012, le régime Ouattara, on le sait, avait accusé le Fpi, plus généralement les pro-Gbagbo sans la moindre enquête préalable.

2- En représailles contre les prétendues tentatives de déstabilisation, le pouvoir s'est fait justice en accentuant le climat de terreur, c'est-à-dire en procédant à des enlèvements et arrestations arbitraires suivis de tortures et autres traitements inhumains. Les victimes de cette machine répressive bien huilée sont, bien entendu, les pro-Gbagbo, la Direction du Fpi dont Alphonse Douati et Laurent Akoun, mais plus particulièrement la jeunesse de notre parti.

3- A ce jour, et comme bilan provisoire de ces opérations d'épuration et de « dératisation », le Fpi constate 400 enlèvements, 360 à 380 arrestations, 4 tués à Abidjan ; la seule agglomération abidjanaise compte au moins douze (12) camps de tortures où croupissent des centaines de pro-Gbagbo. Et l'observateur neutre prend la mesure exacte de la tragédie ivoirienne lorsqu'il constate que ce climat d'insécurité prospère dans le pays depuis le 11 avril 2011.

4- C'est précisément pour mettre le holà à ces dérives totalitaires que la JFpi a voulu réagir en annonçant une manifestation pacifique par excellence : un sit-in prévu pour le 4 octobre 2012 devant la Cathédrale Saint-Paul du Plateau, à Abidjan.

5- La panoplie des précautions prises, des démarches administratives et protocolaires ainsi que des accords de principe obtenus auprès des institutions nationales, en dit long sur la détermination, le sérieux mais aussi la bonne foi et la maturité politique de notre Jeunesse.

6- Malgré le déploiement de tant d'efforts dans le plus pur style républicain, le pouvoir Ouattara a confirmé sa nature profondément liberticide en interdisant le sit-in à 48 h de l'événement, avec des arguments qui puent la mauvaise foi. A preuve, après avoir pris la décision d'interdiction au motif que le pays traverse un climat d'insécurité particulièrement préoccupant mettant les forces de l'ordre en situation d'alerte qui ne leur permet guère d'assurer « l'encadrement de manifestations publiques de cette nature », les Abidjanais ont constaté un déploiement impressionnant des mêmes forces de l'ordre, ce 4 octobre 2012.

7- Sur la base de ce qui précède, le Fpi :

- condamne l'acte liberticide du pouvoir qui a consisté à faire « surseoir à un sit-in » pourtant destiné à exiger le droit à la différence et à la vie pour les pro-Gbagbo ;
- s'étonne et s'indigne de ce que l'Etat-Rdr n'ait pas saisi l'occasion - à lui offerte par la JFpi - de se frotter à la dure mais nécessaire réalité du jeu démocratique ;
- demande instamment au pouvoir Ouattara - qui semble souffrir d'une certaine hypo-légitimité - d'accepter de rentrer en lui-même pour rechercher la cause de son mal en scrutant les origines du Rdr, sa conception du pouvoir d'Etat, sa structuration et son fonctionnement, au lieu de s'en prendre à l'Opposition dont le rôle est de mettre en évidence les dérapages des nouvelles autorités. Il ne sert à rien d'envoyer partout des émissaires déguisés qui posent invariablement la question de savoir « si le FPI reconnaît le président Alassane Ouattara comme président élu ». En effet, cette question - qui fonctionne dans nos oreilles comme une bouée de sauvetage psychologique - a été posée plus d'une fois au Cnrd et au Fpi. Bien plus, le 3 octobre 2012, alors qu'il se

trouvait au Ghana face à nos exilés politiques, M. Bert Koenders, Représentant spécial du Secrétaire général de l'Onu en Côte d'Ivoire, a posé la même question au Dr Assoa Adou et à ses camarades d'infortune, comme si l'Onu devenait maintenant un agent d'enquête de satisfaction politique au service du pouvoir Ouattara ;

- - demande à l'Onu et à l'ensemble des organisations du système des Nations Unies, de cesser de se faire instrumentaliser sur la scène publique, comme l'a fait l'Onuci à Accra pour le compte du pouvoir Ouattara ;

-demande à ses militants et sympathisants et à l'ensemble des Patriotes d'Afrique et des Diasporas en Europe et en Amérique, de demeurer vigilants et de ne pas perdre foi en l'avenir : l'arbitraire est certitude de fébrilité et de manque d'assurance.

On ira jusqu'au bout.

Fait à Abidjan,

le 8 octobre 2012

Le Secrétaire général & porte-parole par intérim

Dr Kodjo Richard